

Pouvons-nous produire nous-mêmes les protéines fourragères?

Les importations d'aliments pour animaux font l'objet de nombreuses critiques et nuisent à l'image de la production porcine et avicole. Les importations de soja ont en outre mauvaise réputation. Toutefois, les possibilités de réduire les importations en cultivant davantage de composants d'aliments pour animaux en Suisse sont très limitées.

Aviforum. Les importations d'aliments pour animaux sont controversées, car elles remettraient en question la souveraineté alimentaire de la Suisse et seraient responsables d'excédents d'éléments nutritifs. Le soja importé est en outre associé à la déforestation des forêts tropicales et aux monocultures en Amérique du Sud ainsi qu'au transport sur de longues distances. De nombreux détracteurs ignorent cependant que la culture responsable de soja est très judicieuse et que plus de 90% du tourteau de soja importé en Suisse provient d'Europe (voir également page 5).

Promouvoir les protéines fourragères indigènes?

Cela fait des années que la Confédération encourage la culture de soja, de pois protéagineux, de lupin et de féveroles en Suisse. Avec environ 7700 hectares, seulement 1,8% des surfaces assolées suisses (440000 ha au total) sont actuellement consacrées à ces cultures. En cas de très bons rendements, la Suisse peut ainsi produire quelque 6600 tonnes de protéines brutes. Cela correspond à 6% de la quantité de protéines importées uniquement sous forme de tourteau de soja (quelque 250000 t de tourteau de soja, soit 112500 t de protéines brutes). Rien que pour nous passer des importations de soja, nous devrions donc cultiver 17 fois plus de protéagineux, soit 130000 hectares au total. Outre le soja, 200000 tonnes de composants d'aliments pour animaux essentiellement riches en protéines sont importées, dont 50000 tonnes

de gluten de maïs contenant nettement plus de 60% de protéines brutes. Pour atteindre l'autosuffisance, il faudrait donc encore plus que doubler la surface cultivée en protéagineux.

Quant aux composants énergétiques des aliments, il faudrait cultiver des céréales fourragères sur les 180000 hectares restants, contre 65000 hectares aujourd'hui. La culture de céréales fourragères sur les 115000 hectares (différence par rapport aux 180000 ha) suffirait pour remplacer les quelque 500000 tonnes de céréales fourragères importées chaque année. Toutefois, elle supplanterait les autres grandes cultures, ce qui entraînerait une insuffisance de tourteaux de tournesol et de colza ainsi que de sous-produits de meunerie destinés à l'alimentation animale.

L'herbe comme source de protéines pour les poules?

Un procédé très complexe a été testé à l'université de Hohenheim (D): il s'agit de presser de l'herbe et de transformer ensuite le liquide obtenu pour rendre les protéines absorbables également par les poules et les porcs. Dans divers articles, il était question d'une «part de protéines» d'environ 1000 kg obtenue à partir de 45000 kg d'herbe, sachant que seulement un tiers environ des protéines contenues dans l'herbe se retrouvent dans le liquide. Pour faire suite à une demande de précisions, il a été expliqué que par «part de protéines», on entendait l'ensemble de l'extrait d'herbe, dont la teneur en protéines brutes est inconnue, et non les protéines brutes pures.

Outre les 10% de matières grasses brutes contenues dans l'extrait d'herbe, il est également très difficile de séparer le sucre des protéines. Avec 23 MJ d'énergie brute par kilo, on devrait plutôt parler d'un «concentré d'énergie» que d'un «concentré de protéines». Par ailleurs, on ne connaît pas non plus les effets des quantités élevées de sucre et d'autres glucides sur la digestion des poules.

Malgré tout, certains affirment qu'on pourrait remplacer le soja par ce produit. Or, pour remplacer les 112500 tonnes de

protéines brutes contenues dans le tourteau de soja importé, il faudrait plus de 160000 hectares d'herbe destinés exclusivement à la production d'extrait d'herbe (70 t d'herbe par hectare et par an avec une teneur en protéines brutes de 3%, dont 1% dans le liquide extrait, donnent 700 kg de protéines brutes). Comparativement à la culture de protéagineux, cette option est clairement moins satisfaisante en matière de surface nécessaire. Selon les responsables du projet, ce procédé est donc surtout adapté aux surfaces herbagères non exploitées.

Le projet n'en est qu'à ses balbutiements; les coûts et l'efficacité du procédé ne sont pas encore connus.

Aliments pour animaux locaux – et élevages délocalisés?

Ces calculs montrent que la Suisse n'est pas en mesure de produire les «aliments concentrés» nécessaires essentiellement à partir de ses propres cultures, car cela se ferait au détriment des autres cultures. Or, c'est précisément ce que demande la motion Wettstein (voir encadré). En outre, il s'agirait de cultiver davantage de plantes qui, dans les conditions climatiques suisses, offrent des rendements inférieurs à ceux du blé panifiable et du fourrage grossier, par exemple. Cela affecterait sans doute le bilan écologique et serait contraire à l'objectif de cultiver plus de plantes destinées à l'alimentation humaine.

Pour réduire les importations d'aliments pour animaux, la «solution» la plus simple semble consister à réduire les effectifs de porcs et de volailles. Si les habitudes de consommation restaient inchangées, cela se traduirait par une délocalisation des effectifs suisses à l'étranger, avec des conséquences bien connues: une diminution du bien-être animal, la perte de valeur ajoutée en Suisse, l'augmentation des importations d'engrais chimiques, etc. Et si, comme certains l'exigent, on consommait et produisait moins d'œufs et de viande de volaille, on renoncerait aux avantages de l'animal de rente qui présente la meilleure valorisation de l'aliment et le plus faible besoin de surface agricole. >>

Déclaration «CH» uniquement si la base fourragère est principalement suisse?

Une motion du conseiller national Felix Wettstein (Verts), qui est examinée au Parlement en mars, vise à adapter les dispositions relatives aux indications de provenance de manière à n'autoriser la mention «Suisse» pour les produits animaux que si l'alimentation des animaux de rente repose à 75% au moins sur une base fourragère suisse. Le Conseil fédéral propose de rejeter cette motion.

Autarcie: un objectif qui ne s'applique qu'à l'agriculture?

En raison de la faible surface agricole utile par rapport à la population, l'agriculture suisse est et restera dépendante des importations. De nombreux autres secteurs économiques sont également tributaires des importations de matières premières. Toutefois, personne n'aurait l'idée de délocaliser l'industrie des machines à l'étranger, parce que les gisements de minerais de fer sont trop faibles en Suisse...

*Version légèrement abrégée d'un article
de Jan Kocher et Andreas Gloor,
Aviforum ■*